

VetAgro Sup campus agronomique de Lempdes
Réhabilitation du bâtiment principal de VetAgro Sup (63)



Charte de chantier vert

Février 2026

Maîtrise d'ouvrage :

VetAgro Sup
Lempdes
1 avenue Claude Bourgelat
69280 Marcy-l'Etoile

Maîtrise d'œuvre :

Architecte :	B_CUBE Architectes - 65 rue Hénon - 69004 Lyon
Economiste / OPC :	PROCOBAT - 10 avenue des Canuts-Immeuble Woopa - 69120 Vaulx-en-Velin
BE fluides SSI :	B27 - 59 boulevard Marius Vivier-Merle - 69003 Lyon
BE Structure :	CETIS - 3 rue de la Dombes - 01700 Neyron
BE Acoustique :	ALLEGRO - rue Colonel Quantin - 21000 Dijon

Table des matières

Préambule	3
Article 1 : Définition des objectifs	4
Article 2 : Modalités de mise en place	5
Article 2.1 : Modalités de mise en place	5
Article 2.2 : Signature de la charte "chantier vert"	5
Article 3 : Respect de la réglementation en vigueur	5
Article 4 : Organisation du chantier	7
Article 4.1 : Clôture de chantier.....	8
Article 4.2 : Propreté du chantier	8
Article 4.3 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier	8
Article 4.4 : Accès des véhicules de livraison	9
Article 4.5 : Origine des matériaux de chantier	9
Article 4.6 : Protection de la biodiversité.....	10
Article 5 : Information des riverains du site	10
Article 6 : Information du personnel de chantier	10
Article 7 : Limitation des nuisances causées aux riverains	11
Article 7.1 : Niveau acoustique en limite de chantier	11
Article 7.2 : Limitation des émissions de poussières et de boue	11
Article 8 : Limitation des risques sur la santé du personnel	12
Article 8.1 : Niveaux sonores des outils et des engins	12
Article 8.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux	12
Article 9 : Limitation des pollutions de proximité	13
Article 9.2 : Huiles de décoffrage	13
Article 10 : Gestion et collecte sélective des déchets	13
Article 10.1 : Limitation des volumes et quantité de déchets.....	13
Article 10.2 : Modalité de la collecte	13
Article 11 : Gestion de l'eau de chantier	15
Article 11.1 : Usage parcimonieux de l'eau de chantier	15
Article 11.2 : Mise en place de système de récupération de l'eau	15
Article 12 : Gestion de l'énergie sur le chantier	15
Article 12.1 : Usage parcimonieux de l'énergie sur le chantier.....	15
Article 12.2 : Utilisation d'énergie alternative	15
Article 13 : Limitation des pollutions visuelles et l'impact paysager du chantier	16
Article 13.1 : Clôture pleine ou définitive et panneaux de chantier.....	16
Article 13.2 : Organisation visuelle du chantier.....	16
Engagement des entreprises	17

Préambule

La maîtrise d'ouvrage a décidé de réaliser ce projet dans une démarche vertueuse sur les plans énergétique et environnemental. Dans cette optique, elle a souhaité mettre en place une charte de chantier vert afin d'assurer le respect du site vis-à-vis de toutes les nuisances qui pourraient être causées par le chantier.

Cette charte est inspirée du référentiel HQE des bâtiments mais simplifiée compte tenu de la mise en application d'un chantier et rédigée par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

La démarche de charte "Chantier Vert" s'appuie sur la collaboration de tous les intervenants à toutes les phases du chantier, depuis sa conception jusqu'à son exploitation, en passant par sa réalisation. Le rôle et l'implication des entreprises sont des points importants pour la bonne tenue du chantier.

Pour poursuivre ces objectifs en phase de chantier, les entreprises jouent un rôle prépondérant pour favoriser un chantier respectueux des personnes et de l'environnement.

Cette charte de chantier, constitue les objectifs de "chantier vert" dont les modalités d'application sont précisées lors de la préparation du chantier (réunion).

Article 1 : Définition des objectifs

« Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un projet. Tout chantier génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un "chantier vert" est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers, de l'environnement et de la biodiversité. »

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles des espaces verts, les objectifs d'un "chantier vert" sont de :

- *Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier ;*
- *Limiter les risques sur la santé des ouvriers ;*
- *Limiter les pollutions de proximité lors du chantier (eaux, déchets) ;*
- *Limiter l'atteinte à la biodiversité du site ».*

Les grands axes de la maîtrise d'ouvrage en matière de "chantier vert" sont :

- Les nuisances acoustiques
- Les nuisances visuelles (enlaidissement du site
- Les risques de pollution (de l'air, de l'eau et des sols)

Les objectifs visés par le biais de cette charte sont les suivants :

- Positionnement des cantonnements
- Protection de la biodiversité et de la végétation existante
- Information des riverains proche du site, du personnel de chantier et des fournisseurs sur la démarche
- Clôture qualitative du chantier
- Propreté du chantier et des alentours (les poussières et les boues)
- Organisation des stationnements pour le personnel, des circulations sur et autour du chantier avec une facilitation d'accès pour les camions de livraison mais aussi pour limiter la perturbation du trafic automobile (campus)
- Limitation des trajets liés à l'origine des matériaux de chantier
- Positionnement des aires de livraison et de stockage des matériaux
- Réduction du bruit en limite de chantier
- Réduction du bruit à la source
- Utilisation de produits et techniques respectueux de la santé (sur chantier et riverains) et de l'environnement
- Gestion de l'énergie sur le chantier et de l'eau potable
- Limitation des déchets de chantier
- Tri et la valorisation des déchets
- Limitation des pollutions visuelles et de l'impact paysager du chantier

Article 2 : Modalités de mise en place

Article 2.1 : Modalités de mise en place

« La charte "chantier vert" est remise à chaque entreprise intervenant sur le chantier ».

La charte de chantier vert devra être prise en compte et signée par chaque entreprise dès la phase consultation.

Article 2.2 : Signature de la charte "chantier vert"

« La charte "chantier vert" est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier ».

L'objectif est de sensibiliser et de tendre vers un chantier « le plus propre possible ». Le COPIL du projet se retrouvera en réunion afin de définir les modalités d'application. Toutes ces consignes seront formalisées dans un compte rendu, annexées à la charte et soumises aux mêmes conditions légales.

Article 3 : Respect de la réglementation en vigueur

<i>Gêne des riverains</i>	<i>Texte de loi</i>
<i>Salissures, poussières</i>	<p>Article 99.7 du Règlement sanitaire départemental type (Circulaire du 9 août 1978) concernant les abords des chantiers :</p> <p>« Les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux ».</p> <p>Article 96 du Règlement sanitaire départemental type (Circulaire du 9 août 1978) concernant la protection des lieux publics contre la poussière :</p> <p>« ... toutes les opérations d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air s'effectuent de façon à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage ».</p>
<i>Palissades</i>	<p>Article 99.7 du Règlement sanitaire départemental type (Circulaire du 9 août 1978) concernant les abords des chantiers :</p> <p>« Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces ».</p>
<i>Bruit, vibrations</i>	<ul style="list-style-type: none">- Selon l'article R 48-5 du Code de la santé publique résultant du Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, sera en infraction « ...toute personne qui, à l'occasion de chantiers de travaux publics ou privés et de travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation, aura été à l'origine d'un bruit de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme et qui soit n'aura pas respecté les conditions d'utilisation ou d'exploitation, de matériels ou d'équipements, fixées par les autorités compétentes, soit aura négligé de prendre les précautions appropriées pour limiter ce bruit, soit aura fait preuve d'un comportement anormalement bruyant ».- La réglementation nationale relative à la limitation des émissions sonores des matériels et engins de chantier destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments est constituée par l'Arrêté du 22 Mai 2006, transposition de la

	<p>directive Européenne 2005/88/CE. Cet arrêté couvre les différents types de matériels et engins utilisés sur les chantiers,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les engins très anciens, construits avant la date d'entrée en vigueur de la réglementation les concernant, ne peuvent être utilisés à moins de 100 m des bâtiments d'habitation et professionnels. <p>La Loi 92-1444 du 31 décembre 1992, relative à la lutte contre le bruit, prévoit dans son article 2 que tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le Décret d'application 95-79 du 23 janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, catégorie par catégorie de matériels, les niveaux limites admissibles et la mesure correspondante. Les nouvelles dispositions concernent principalement les contrôles et surtout les sanctions, qui sont notablement renforcées, car il est désormais possible de saisir les matériels non conformes.</p>
--	--

<i>Protection du personnel</i>	<i>Texte de loi</i>
<i>Bruit</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Voir textes ci-dessus (gêne des riverains – bruit) - Les dispositions du Code du travail s'appliquent en matière de protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers, en particulier l'article L. 231-8 et les articles R. 232-8 à R. 232-7. L'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu de l'état des techniques, le niveau d'exposition au bruit devant être compatible avec la santé des travailleurs (protection de l'ouïe). Lorsque l'exposition sonore quotidienne subie par un travailleur ou la pression acoustique de crête dépassent respectivement 90 dB(A) et 140 dB, un programme de mesures de nature technique ou d'organisation du travail, destiné à réduire l'exposition au bruit, doit être établi et mis en œuvre par l'employeur. Des dispositions doivent être prises pour que des protecteurs individuels soient utilisés, ces derniers devant être mis à disposition lorsque les niveaux précédents dépassent respectivement 85 dB (A) et 135 dB. - Les travaux exposant à un niveau de bruit supérieur à 85 décibels nécessitent une surveillance médicale spéciale (Article 1er de l'Arrêté du 11 juillet 1977). De plus, certains travaux tels que l'utilisation de pistolets de scellements, le sciage de matériaux minéraux, l'utilisation d'engins de chantier bruyants (chargeuses, pelles mécaniques, ...), font partie des travaux exposant aux bruits lésionnels, dont les affections sont considérées comme des maladies professionnelles (Tableau 42 des maladies professionnelles du Code de la sécurité sociale et Décret n°55-806 du 17 juin 1955).
<i>Nocivité des produits et techniques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Principe de prévention : article R230-1 à R234-23 du code du travail relatif à l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement. - Plan général de coordination : articles R238-20 à R238-36 du code du travail. Le maître d'ouvrage, ou l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, mentionne dans les documents remis aux entrepreneurs que le chantier sur lequel ils seront appelés à travailler en cas de conclusion d'un contrat

	est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
Gêne pour l'environnement	Texte de loi
<i>Les déchets</i>	<p>Arrêté du 4 janvier 1985 relative au suivi des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux). Des sanctions pénales (300 à 76 225 € d'amende et/ou 2 mois d'emprisonnement) sont prévues et sont applicables à la personne responsable du chantier. - Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n°75-633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages. - Lois 61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992 relatives à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux portant sur l'interdiction de brûler les déchets sur les chantiers.

Protection de la biodiversité et des végétaux existants	Texte de loi
	<ul style="list-style-type: none"> - Décret n° 2002-895 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de l'écologie et du développement durable. - Décret n° 95-631 du 5 mai 1995 relatif à la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces sauvages d'intérêt communautaire. - Circulaire du ministère de l'Environnement du 14 mai 1991 relative aux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique, et floristique. - Articles L122-1 à L122-3 du code de l'environnement relatifs aux études d'impact des travaux et projets d'aménagement.
Réglementation	Modalité d'application sur le dossier
	Les entreprises doivent faire le maximum pour mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de respecter les réglementations en vigueur.

Article 4 : Organisation du chantier

« Les plans délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation sont joints au dossier du Moe ».

Lors de la préparation du chantier, sont définies et délimitées les différentes zones du chantier :

- Stationnements ;
- Cantonnements ;
- Aires de livraison et stockage des approvisionnements ;
- Aires de fabrication ou livraison du béton ;
- Aires de manœuvre des camions ;
- Aires de tri et stockage des déchets ;
- Aires de mise en jauge des végétaux.

Organisation	Modalité d'application sur le dossier
	<p>Un plan d'organisation du "chantier vert" est joint.</p> <p>Il y apparaît :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le positionnement des clôtures de chantier (clôtures définitives) - La base de vie (cantonnements, WC) - Les aires de stationnement du personnel - Les circulations des engins et du personnel de chantier - Les aires de stockage et de livraison des matériaux - Les aires de nettoyage du matériel et engins <p>L'aménagement du chantier comprendra obligatoirement une signalisation adaptée pour indiquer l'emplacement de la zone de vie, des lieux de stockage, etc.</p> <p>Les horaires de livraison devront tenir compte des heures de fréquentation du campus voisin.</p>

Article 4.1 : Clôture de chantier

« Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces ».


Article 4.2 : Propreté du chantier

« Des moyens sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier, selon la nature des travaux (ex : bacs de rétention, bacs de décantation, système de lavage des roues de camion, protection par filets des bennes pour le tri des déchets ...) »,

« Le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué régulièrement. Les modalités de nettoyage et la répartition des frais y afférant seront définies dans les annexes organisation du chantier et répartition des dépenses communes »,

« Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit »,

« L'abandon et l'enterrement de déchets (même inertes) sont interdits ».

Propreté du chantier	Modalité d'application sur le dossier
	<p>Des moyens seront mis en place pour assurer la propreté du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le chantier sera nettoyé quotidiennement ; - Les aires de circulation seront débarrassées des objets encombrants ; - Les aires bétonnées (constructions) seront balayées et nettoyées régulièrement ; - Les aires de circulation des camions seront en grave bitume ou matériaux de récupération afin de limiter la propagation de boues ; - Les déchets seront évacués régulièrement afin d'éviter de donner au chantier l'aspect de décharge.

Article 4.3 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier

« Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance dans les rues voisines ; une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les entreprises. Si le stationnement est temporairement interrompu pour cause d'un manque de place, un panneau de chantier informera les riverains de la durée de la gêne ».


Stationnement	Modalité d'application sur le dossier
<i>Stationnement organisé</i>	Le stationnement des véhicules du personnel de chantier est organisé de manière à ne pas déranger le déroulement du chantier. Les emplacements sont matérialisés sur le plan d'organisation du chantier.

Article 4.4 : Accès des véhicules de livraison

« Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier. Un plan d'accès sera fourni ».

« Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au fonctionnement des écoles et au voisinage ».

« Des panneaux indiquent l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison ».

Accès des véhicules de livraison	Modalité d'application sur le dossier
 <p>Signalétique visible autour du chantier. Indiquer le nom du chantier sur le panneau. Prévenir la mairie avant leur pose.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'accès au chantier est signalisé à l'aide de panneaux visibles aux endroits stratégiques dans un rayon de 500 mètres autour du chantier. - Un plan d'accès sera fourni en annexe à chaque intervenant. - Planifier les livraisons de manière à éviter d'encombrer la circulation. - L'entreprise mettra en place la signalétique et le passage nécessaire à la sécurité des piétons. - Toutes les mesures seront prises pour garantir en permanence le passage des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

Article 4.5 : Origine des matériaux de chantier

« Des actions doivent être menées au niveau de la conception des bâtiments. Le choix des techniques mises en œuvre et des produits et matériaux utilisés, influe sur les quantités et natures de déchets plus ou moins aisés à valoriser et plus ou moins nocifs : calepinage, précision des plans et des réservations. Ces différents points doivent faire l'objet d'une réflexion entre le concepteur et les entreprises. Chaque corps de métier doit envisager de nouvelles méthodes permettant de produire moins de déchets ».

« Les entreprises porteront un soin particulier à sélectionner leur fournisseur dans un rayon d'action proche du chantier afin de limiter les longs trajets ».

Origine des matériaux	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none"> - Acquérir des matériaux de la région afin de limiter les transports. - Limiter les chutes grâce à la préfabrication et/ou à un calepinage soigné des blocs maçonnés ou ossature bois, des sols souples, des cloisons doublages, etc... - Prévoir la reprise des déchets d'emballage par les fournisseurs. - Les réservations en polystyrène sont proscrites. Utiliser du bois, du béton cellulaire ou autres matériaux à faible impact ou recyclable.

Article 4.6 : Protection de la biodiversité

« La protection de la diversité biologique passe par la protection des écosystèmes, habitats et l'ensemble des espèces qui maintiennent l'équilibre d'un écosystème ».

« Lors d'un projet de construction, tenir compte de l'intégration visuelle ainsi que des impacts sur la nature et sur la biodiversité. Avant de construire, les entreprises doivent chercher à déceler et à respecter les témoins de l'histoire de ce lieu : zones humides, végétaux remarquables, niche écologique ... ».

Protection biodiversité	Modalité d'application sur le dossier
	Ne pas utiliser des produits phytosanitaires si des alternatives existent. De manière générale, ne pas utiliser des produits qui créent des pollutions de la nappe phréatique et qui constituent de danger pour la faune et flore environnante et la consommation humaine.

Article 5 : Information des riverains du site

« L'information des riverains du chantier est du ressort du maître d'ouvrage ».

« Une information permanente sera affichée sur la démarche H.Q.E.® du chantier et l'organisation du tri des déchets ».

« Une boîte aux lettres destinée aux remarques des riverains sera à disposition sur le site ».

Information des riverains	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- Mise en place d'une boîte aux lettres à l'entrée du site pour recueillir des remarques- Envoi d'une note d'information aux riverains

Article 6 : Information du personnel de chantier

« Une brochure d'information sera distribuée à toutes les personnes travaillant sur le chantier. Elle présente le chantier ainsi que les démarches de qualité environnementale et de sécurité ».

« Une réunion d'information sera organisée à l'arrivée de chaque nouvelle entreprise. Cette information devra être transmise à toutes les personnes travaillant sur le chantier ».

Information du personnel de chantier	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- Réunir le personnel du chantier afin de les accompagner dans cette démarche. Ces réunions se dérouleront avant, pendant et après afin de tirer un maximum de conclusions.- La maîtrise d'œuvre et les responsables des entreprises sensibiliseront le personnel sur les critères environnementaux.- Pour un résultat optimal, le personnel suivra une information rappelant le détail du tri des déchets.- Un affichage succinct sera posé pour mémoire sur les clôtures de chantier à l'entrée du site et sur la base vie.

Article 7 : Limitation des nuisances causées aux riverains

Article 7.1 : Niveau acoustique en limite de chantier

« Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) doit être limité au max diurne de 85 dB(A), ce qui correspond, pour différentes distances de source, à des niveaux de puissance sonore de source limitée par l'arrêté du 22 Mai 2006 ».

« Celui-ci prévoit un niveau admissible de puissance acoustique maximum par type de matériel en fonction de leur puissance nette ».

Niveau acoustique en limite de chantier	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- Mesures des puissances sonores à 10 m des engins par sonomètre.- Les entreprises fourniront les fiches des matériels des engins, équipements et matériels sur demande du Moe, MO ou AMO.

Distance à la source émettrice (m)	5	10	15	20
Puissance sonore limite émise en dB (A)	100	106	109	112

Article 7.2 : Limitation des émissions de poussières et de boue

« La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier en sortie des dispositifs de nettoyage prévus sur le site ».

« Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur ».

« Le nettoyage de chantier se fera régulièrement ».

Limitation des émissions de poussière et de boue	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- Les circulations sur le chantier se feront sur des tracés préparés à cet usage afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier.- En cas de dispersion de poussières dans l'air, arroser les circulations empruntées par les véhicules.- Nettoyer quotidiennement le chantier afin de limiter l'éparpillement des déchets (vent) et l'incitation du public à prendre le chantier pour une poubelle.- Attention à tenir parfaitement propre les voiries périphériques en toutes circonstances pour limiter les risques d'accidents.- Prendre en compte le risque lié à la proximité du chantier avec le campus : circulation, horaires, etc.

Article 8 : Limitation des risques sur la santé du personnel

Article 8.1 : Niveaux sonores des outils et des engins

« Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins pourra être effectué ».

« Les engins et appareils fixes seront insonorisés ».

« Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil (ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 115 dB[A]) ».

Niveaux sonores	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- Porter les équipements de protection individuels.- Généraliser l'utilisation de matériel électrique au détriment du pneumatique. Le cas échéant, insonoriser les matériels hors normes.- Voir CSPS

Article 8.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux


« Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées ».

Nocivité des produits et techniques	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- Utiliser des produits qui ne soient pas nocifs pour la santé du personnel : huile de décoffrage végétale, peinture en phase aqueuse... En cas d'utilisation de produits dangereux, les entreprises tiendront à disposition en permanence sur le chantier les « fiches de données de sécurité » (FDS) de chaque produit dangereux.- Ne pas utiliser des produits phytosanitaires si des alternatives existent. Sinon :<ul style="list-style-type: none">o Préférer une formulation solide en micro granulés ou sachets hydrosolubleso Faire la préparation en conditions aérées mais à l'abri du vento Se protéger avec des gants à manchettes en nitrile, un masque avec filtre A2P3 (gaz et vapeurs organiques), une combinaison et des lunetteso Ne pas traiter par temps venté ou par forte chaleur et en présence de quelqu'un sur la parcelle ou à proximitéo Se doucher immédiatement même pour un traitement d'une heureo Respecter un délai suffisant entre le traitement et le retour sur la parcelle- Libérer le mobilier de son emballage et l'entreposer dans un espace largement ventilé durant 2 semaines avant la livraison du bâtiment pour réduire au maximum les émissions résiduelles de polluants (COV, formaldéhydes, benzène, ...)- Voir CSPS

Article 9 : Limitation des pollutions de proximité

Article 9.2 : Huiles de décoffrage

« L'huile végétale sera privilégiée et les quantités mises en œuvre limitées au strict nécessaire ».

Huiles	Modalité d'application sur le dossier
<p>Huile végétale</p>  <p>Mousse filtrante séparant l'huile</p>	<ul style="list-style-type: none">- Préférer l'utilisation d'une huile végétale moins nocive pour l'environnement et le personnel.- Installer au-dessous du dispositif de distribution d'huile un récupérateur et séparateur d'huiles dans le but de prévenir des fuites éventuelles. Cette séparation s'obtient grâce à une mousse filtrante.

Article 10 : Gestion et collecte sélective des déchets

Article 10.1 : Limitation des volumes et quantité de déchets

« La production de déchets à la source peut être réduite :

- Par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets ;
- En préférant la production de béton hors du site ;
- En privilégiant la préfabrication en usine des aciers.

« Les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup ».

« Les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières ».

« Les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison ».

« Les emballages sont contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs ».

« Des poubelles spécifiques aux déchets du personnel de chantier seront mises en place et accessible facilement à tous ».

« Les pertes et les chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement ».

Limitation des déchets	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- La production du béton se fera de préférence hors site.- Les déchets verts seront broyés et non brûlés pour être réutilisés comme amendement pour les espaces verts.- La terre végétale issue du terrassement du chantier sera stockée puis réutilisée pour les parties du bâtiment semi-enterrées.- Les protections de sol notamment utilisées par le second œuvre seront réutilisables ou à base de matériaux recyclés et recyclables.

Article 10.2 : Modalité de la collecte

« Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront :

- Des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail ;
- Des pictogrammes clairs et visibles en permanence seront apposés à l'emplacement de chaque benne ;
 - Le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage ; -

○ Des aires centrales de stockage comprenant :

- Benne pour les inertes.
- Benne pour les DIB.
- Benne pour bois.
- Big bag déchets industriels spéciaux solides ;
- Conteneurs spécifiques avec système de rétention déchets industriels spéciaux liquides ».

« L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation qui seront recherchées à l'échelle locale :

- Bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage ;
- Déchets métalliques : ferrailleur ;
- Bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités ;
- Déchets verts : compostage ;
- Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II ;
- Peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I ;
- Divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II. »

L'entreprise gros œuvre aura à sa charge la gestion et le tri des déchets de chantier.

Des poubelles seront installées dans la base vie du chantier. Les aires centrales de stockage comprenant à minima :



Les bordereaux de déchets seront remis au BE QEB en charge du respect de la charte.

Article 11 : Gestion de l'eau de chantier

Article 11.1 : Usage parcimonieux de l'eau de chantier

« Les entreprises veilleront à minimiser les consommations d'eau potable sur le chantier ».

Article 11.2 : Mise en place de système de récupération de l'eau

« Les entreprises privilégieront l'utilisation de l'eau de pluie pour l'arrosage des pistes, le lavage des matériels, l'arrosage des espaces verts, les tests sous eau, ... ».

Article 12 : Gestion de l'énergie sur le chantier

Article 12.1 : Usage parcimonieux de l'énergie sur le chantier

« Les entreprises veilleront à utiliser l'énergie de manière parcimonieuse. Les économies d'énergie se réaliseront sur le carburant, l'électricité, le chauffage, la climatisation, ... ».

Usage parcimonieux de l'énergie	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- L'éclairage des cantonnements sera principalement réalisé par des appareils utilisant la technologie LED.- La ventilation des locaux sera arrêtée ou réduite lorsque ceux-ci seront inoccupés.- Le cantonnement sera thermiquement isolé afin de réduire les besoins énergétiques liés à la climatisation et au chauffage. La consigne de climatisation sera réglée à 26°C au minimum et celle du chauffage à 21°C. Le système de chauffage sera régulé.- Les engins fonctionnant au carburant devront être arrêtés s'ils ne sont pas utilisés après un temps optimal.

Article 12.2 : Utilisation d'énergie alternative

Si possible :

« Les carburants utilisés peuvent être des bio-carburants. Ces carburants sont constitués en tout ou partie de dérivés industriels obtenus après transformation de produits d'origine végétale ou animale. Ils seront utilisés pour : les engins de chantier, les groupes électrogènes, les camions. ».

Article 13 : Limitation des pollutions visuelles et l'impact paysager du chantier

Article 13.1 : Clôture pleine ou définitive et panneaux de chantier

« Les entreprises porteront un intérêt à intégrer le chantier dans son site. Le choix de la clôture de chantier sera un élément principal d'intégration. ».

Clôture pleine ou définitive	Modalité d'application sur le dossier
	<ul style="list-style-type: none">- La clôture de chantier sera maintenue en l'état pendant l'intégralité du chantier.- Les panneaux de chantier seront conçus de manière à ne pas gêner l'aspect visuel du site. Les entreprises pourront utiliser le même support pour regrouper leurs panneaux.

Article 13.2 : Organisation visuelle du chantier

« Les entreprises porteront une attention particulière à l'aspect du chantier. Que ce soit en période de travail ou non (soirs et weekend), le chantier ne doit pas être désorganisé visuellement :

- Les engins doivent être regroupés et stationnés,
- Le chantier doit être nettoyé,
- Les bennes seront vidées ».

Organisation visuelle du site	Modalité d'application sur le dossier
	<p>Les bennes visiblement pleines seront vidées avant le week-end.</p> <p>Le chantier sera nettoyé régulièrement afin de maintenir l'aspect de propreté.</p> <p>Les engins seront propres et regroupés.</p> <p>Les aires de lavage des roues de camion seront propres. Le dépôt de béton sera enlevé chaque semaine.</p>

Engagement des entreprises

Nous soussignons mettre tout en œuvre pour respecter au mieux la Charte "chantier vert".

La Maîtrise d’Ouvrage		La Maîtrise d’Œuvre	
VetAgro Sup Lempdes 1 avenue Claude Bourgelat 69280 Marcy-l’Etoile tel 04 78 87 25 25 serviceinterieur@vetagro-sup.fr			
Les entreprises			
Société + Nom et représentant de l’entreprise et n° lot	Date	Signature	

[illegible]